

Ressources & Territoires

Centre de Ressources

COHÉSION SOCIALE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2017



Retrouver toutes les informations et les actualités de R&T sur :

www.ressources-territoires.com



Sommaire

<u>Introduction</u>	05
Contexte	
Cadre d'intervention	
La gouvernance	
Les adhérents	
<u>Développement & animation de réseaux</u>	08
Animation des réseaux d'acteurs	
Contribution à des rencontres régionales	
<u>Professionalisation</u>	12
Les conférences-ateliers	
Les formations du catalogue	
Les formations hors catalogue, à la demande	
Intervention spécifiques	
Synthèse des actions de professionnalisation	
<u>Accompagnement</u>	17
Les Territoires accompagnés	
Les acteurs accompagnés	
<u>Capitalisation & diffusion</u>	23
La gestion & l'animation des Ressources	
La base Ressources COSOTer, une mutualisation nationale	
L'accueil, l'accompagnement et le conseil	
La « veille » une activité de fond et une démarche de coopération	
Une diffusion sélective de l'information (DSI)	
Le panorama de presse	
Le site Internet	
L'actualité des Territoires - Le blog	
Le Service Question- Réponse (SQR)	
<u>Les productions</u>	27
Les Conf'At : 6 actes de conférences réalisés	
Les Dossiers R&T	
Une 12 ^{ème} Fiche d'expérience	
Les « Dossiers Théma » et les plateformes collaboratives	
<u>Études</u>	30
Sicoval - Diagnostic partagé « prévention jeunesse »	
Conseil Régional Occitanie - Diagnostic des situations d'illettrisme dans les CFA	
<u>Observations des Territoires</u>	32
Recensement des structures d'apprentissage de la langue française	
Tableaux de bord et cartographies de la délinquance	

INTRODUCTION

Contexte

Le Centre de ressources pour les acteurs de la cohésion sociale « Ressources & Territoires » inscrit son action dans le cadre national défini par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET). Ses missions principales sont la qualification et l'accompagnement des acteurs dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Dans l'exercice de ses missions et l'offre de ses activités, le centre de ressources intervient dans **une position de tiers** en respectant les orientations de l'État en région comme les orientations propres des collectivités territoriales et des autres institutions. Dans le contexte de politiques publiques souvent contractualisées entre l'État et les collectivités territoriales, le centre de ressources a pour ambition d'exercer une **mission d'intérêt général** en accompagnant les acteurs de la cohésion sociale.

Son Conseil d'Administration détermine des orientations et priorités stratégiques. Ressources & Territoires développe une coopération effective :

- entre les membres constitutifs du Groupement : l'État, les Collectivités Territoriales, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS), la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), l'Université

Toulouse Jean Jaurès (UT2J), l'Institut d'Études Politiques (IEP) et l'ensemble des associations adhérentes.

- avec divers centres exerçant une fonction ressources en région.

La structure s'inscrit aussi dans les réseaux professionnels et les rencontres nationales initiés par le CGET, l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI).

Cadre d'intervention

Ressources & Territoires intervient dans une logique de projet de cohésion sociale territoriale.

Les interventions portent plus particulièrement sur les thématiques suivantes : accès aux savoirs de base, habitat, réussite éducative, santé, emploi, prévention et sécurité, lutte contre les discriminations et égalité femmes / hommes.

Ressources & Territoires intervient prioritairement - mais pas exclusivement - sur les territoires en Contrat de ville en créant des espaces de rencontres réguliers entre les acteurs, en favorisant l'échange d'expériences, mais aussi en proposant un programme de formation annuel en relation avec les besoins exprimés. Cette offre se traduit notamment par la constitution et l'animation de véritables réseaux de professionnels par thématique.

Missions de Ressources & Territoires
Développement et animations de réseaux
Professionnalisation
Accompagnement, conseil et aide à la décision
Capitalisation & diffusion
Études & recherche
Observation des territoires

La gouvernance

Le Conseil d'administration du GIP a été présidé par **Marc CHAPPUIS**, Secrétaire Général pour les affaires régionales, jusqu'en juin, puis par **Philippe ROESCH**, SGAR adjoint.

Vice-Président : **Christophe LUBAC**, Vice-Président du Sicoval et Maire de Ramonville.

Le CA regroupe les représentants de l'État avec les directeurs de la DIRECCTE et de la DRJSCS. Il est composé de trois collèges :

➤ le collège des organismes de formation supérieure ou professionnelle, membres de

l'assemblée générale, représenté par : Sandrine DUSSENTY (CNFPT Délégation régionale), Marie-Christine JAILLET (UT2J), Olivier PHILIPPE (IEP Toulouse) ;

➤ le collège des collectivités territoriales, représenté par Francis RUFFEL (Gaillac), Christiane SERCOMANENS (Figeac), Christophe LUBAC (Sicoval) ;

➤ le collège des associations, représenté par : Norbert CONDAT (AJC), Anne MARTY (CIDFF 31), Nadine PUIBUSQUE (Mission Locale Toulouse).

Les adhérents

L'État représenté par ses différents services

Préfectures	DREAL
DRJSCS	Éducation Nationale
DDCSPP	PJJ
DIRECCTE	CFA Public

Collectivités locales

Ville de Cornebarrieu	Ville de Graulhet	Ville de St-Orens de Gameville
Ville de Figeac	Ville de Lavelanet	Ville de Tarbes
Ville de Foix	Ville de Mazamet	
Ville de Fonsorbes	Ville de Moissac	
Ville de Gaillac	Ville de Plaisance du Touch	

Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

CA Castres-Mazamet	CA Rodez Agglomération	CC Decazeville
CA Grand Auch Cœur de Gascogne	CA Sicoval	Communauté
CA Grand Cahors	CC Carmausin-Ségala	CC Portes d'Ariège Pyrénées
CA Grand Montauban	CC Cœur et Coteaux du Comminges	Toulouse Métropole
CA Le Muretain Agglo	CC Couserans-Pyrénées	

Établissements Publics

CNFPT délégation régionale
Institut d'Études Politiques (IEP) de Toulouse
Université Toulouse Jean Jaurès (UT2J)
Pôle emploi
GIP Conseil Départemental d'Accès au Droit Hautes-Pyrénées
GIP Politique de la Ville Grand Tarbes & Lourdes
Rodez Agglo Habitat

Associations

ACCEPPT	École des Droits de	MJC de St Gaudens
AFEV	l'Homme	Parole Expression
AFORMAC (Montauban)	École Régionale de la 2ème	Partageons le français
AFPA régional	chance	Portes Ouvertes (Tarbes)
AGAPEI	Ensemble (Castres)	PROGRESS
AGIR abcd	Entraide, Partage et Travail	Regards de Femmes
AJC Carmaux	Erasme	Scouts Musulmans de
Alliances & Cultures	Hérisson Bellor	France
AMS Grand Sud	IRFSS, Croix-Rouge	Secours Catholique Ariège-
Apprentis d'Auteuil	Française	Garonne
ASCO	La Maison de l'Initiative	Secours Populaire
ASEER	La Trame	Colomiers
AVIE	LE&C Grand Sud	Solidarité Villes
CIDFF 31	Lexidia	Tactikollectif
CREPT Formation	LRF	TO7
CSF Mirail	Médecins du Monde Midi-	UDAF 09
DDAEOMI	Pyrénées	UFCV MP
Diapason	Mission Locale de Toulouse	
École Buissonnière	MJC de Saix	

DÉVELOPPEMENT & ANIMATION DE RÉSEAUX

Animation des réseaux d'acteurs

Instaurées depuis 2011, ces rencontres sont l'occasion pour les professionnels, en particulier ceux qui interviennent sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville, de débattre collectivement des enjeux, des actualités politiques et des ressources. Ces regroupements favorisent les échanges sur les pratiques et répondent aux besoins d'amélioration de la connaissance du contexte économique et social des politiques publiques.

Ils permettent aux professionnels d'analyser les problématiques auxquelles ils sont confrontés dans leur quotidien et d'élaborer ensemble de nouvelles pistes sur les situations présentées.

Le format proposé est de 4 regroupements par an (1 journée par trimestre) sur des thématiques choisies collégialement.

De plus, une veille spécifique sur les thématiques idoines est diffusée à chaque réseau. Cette veille est particulièrement appréciée des membres au regard de l'organisation des sujets et des ressources.

29 jours de rencontres, 282 participant·e·s pour l'ensemble des réseaux

Réseaux	Rencontres	Participants
Chefs de projets Politique de la ville	3	29
Coordonnateurs PRE (Programme de Réussite Éducative)	5	46
Coordonnateurs CISPD / CLSPD (Sécurité et Prévention de la Délinquance)	3	25
Animateurs Conseils Citoyen	3	17
Professionnels des ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail)	4	76
Formateurs FLE / FLI (Français Langue Étrangère / d'Intégration)	4	34
Formateurs VRL (Valeurs de la République et Laïcité)	4	36
Acteurs du décrochage scolaire	3	19

Les sujets abordés lors des rencontres des réseaux

CHEF·FE·S DE PROJETS ET CHARGÉ·E·S DE MISSION DES CONTRATS DE VILLES

La mise en place des « Maisons de Projet ».
Les conventions d'équilibre territoriale.
L'évaluation des CdV : présentation et échanges autour du kit méthodologique du CGET ; point sur les démarches en cours.
Présentation d'une méthodologie d'élaboration d'un PTLCD issue du PTLCD du Grand Auch Agglomération.
Les dispositifs proposés par la CDC dans le cadre de la politique de la ville (accompagnement financier, ingénierie, dispositif sur l'habitat...). *Invité : M. LIVROZET, directeur territorial à la CDC.*
La question de l'ingénierie locale et de sa transférabilité.
La GUP : un nouveau développement dans les projets NPNRU ?

COORDONNATEUR·RICE·S DU
PROGRAMME DE RÉUSSITE
ÉDUCATIVE – PRE

Analyse de l'instruction 2017 de la politique de la ville.
La participation des parents dans les instances du PRE (COFIL, COTECH, EPS) : quelle est la part du « pouvoir d'agir » des parents dans le PRE ?
Analyse de la loi de protection de l'enfant 2016.
Les relations partenariales entre le Conseil Départemental et le PRE : bonnes pratiques, freins, ... *Invitée : Mme Virginie BOUYSSOU, Chef de la Maison des Solidarités d'Auch.*
Quelle place du droit commun dans le PRE ? Quels leviers et difficultés ?

ANIMATEUR·RICE·S DES
CONSEILS CITOYENS

La circulaire du 2 février 2017 relative aux conseils citoyens. Les nouveaux droits au regard de la circulaire (mode de gardes, droit du congé pour les salariés, ...).
Quelles « approches » mettre en place, quelles pédagogies à adapter, pour mobiliser les jeunes en lien avec les CC ?
Partage/expérimentation de méthodes et d'outils d'animation.

COORDONNATEUR·RICE·S
CLSPD/CISPD

La prévention jeunesse : quelles articulations entre la prévention spécialisée et la médiation sociale (Toulouse Métropole) ?
Les relations forces de sécurité – population (Albi).
La prévention de la radicalisation en ligne : focale avec les promeneurs du net (Auch avec la CAF 32).

FORMATEUR·RICE·S FLE-FLI

Information sur la politique d'intégration.
Actualités régionales.
Méthodes & outils pour l'apprentissage du français pour des publics peu ou pas scolarisé ; pour le suivi des parcours linguistiques.

ACTEURS DE LA LUTTE
CONTRE LE DÉCROCHAGE
SCOLAIRE

Jeunes : quels parcours, quels accompagnements ?
L'orientation professionnelle des jeunes.
Les publics allophones : comment faire pour que la langue ne soit pas un facteur de décrochage.
La place de la famille.
Partenariats et réseaux.

PROFESSIONNEL·LE·S DES
ESAT

Les rencontres ont eu lieu dans différents établissements.
La prise en compte de la maladie mentale dans l'animation des ateliers d'apprentissage.
Méthodes et outils pour développer les compétences clés.
La relation entre les savoirs de base et les savoirs professionnels.

FORMATEUR·RICE·S VRL

Actualités juridiques et évènementielles (nationale et locale).
Les difficultés pédagogiques rencontrées et la posture du·de la formateur·rice.

Contribution à des rencontres régionales

Séminaire de concertation avec la société civile sur les outils de la citoyenneté active

Séminaire (23 janvier et 7 mars) en visio-conférence Toulouse – Montpellier - **Organisé par le Conseil Régional Occitanie**

L'objectif de ces rencontres était d'impulser en Région Occitanie une vie démocratique renouvelée, basée sur des pratiques imaginatives et ambitieuses, pleinement en phase avec les attentes citoyennes et territoriales. Concrètement, la volonté affichée est de parvenir à une "boîte à outils" permettant à chacune et à chacun, au travers de procédures inclusives simples et diverses, de s'impliquer à son gré dans une citoyenneté active.

Les débats ont porté sur des outils tel que : la Charte régionale de la participation citoyenne, la votation locale à l'initiative des citoyen-ne-s, le droit d'interpellation de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional, le Conseil Régional des Jeunes, les budgets participatifs, ...

Ressources & Territoires a participé en tant qu'expert sur cette thématique.

60 participant·e·s

Participation citoyenne

Journées nationales à Bordeaux le 25 et 26 janvier

Organisées par le Think Tank « Décider ensemble », dont la vocation est de réunir les acteurs de la société française afin de créer et diffuser une culture de la décision partagée.

Ressources & Territoires était invité en tant qu'expert et a apporté son témoignage sur la mise en place des conseils citoyens en Midi-Pyrénées.

350 participant·e·s

Sexisme pas notre genre

Journée régionale du 24 février organisée par la DRDFE

Conférence de Johanna DAGORN (Sociologue, Université de Bordeaux) et concours de pitch

présentant des initiatives ou des actions significatives. Participation de Ressources & Territoires en tant qu'expert membre du jury pour apprécier les projets présentés.

90 participant·e·s

Accompagner les transformations sociales à l'échelle des territoires

Journée d'échanges du 30 juin dans le cadre du PREFAS avec Erasme, et le CD 31.

Le Conseil départemental 31 a sollicité le *Pôle de Recherche, d'Étude et de Formation en Action Sociale*, pour animer une journée d'échanges sur le développement social local destinée à ses agent·e·s. Ressources & Territoires a participé à la préparation et à l'animation de 2 ateliers, avec les autres membres du PREFAS. À partir de cette thématique centrale « accompagner les transformations sociales à l'échelle des territoires », trois ateliers ont été proposés sous trois formes différentes (un débat mouvant, un « Fish Bowl » et un « effet boule de neige »), afin de faciliter les interactions et les échanges malgré le nombre élevé de participant·e·s.

300 agent·e·s du Conseil départemental se sont mobilisés

Politique de la ville

Journée du 20 septembre - journée spécifique pour les services de l'état organisée par la DRJSCS et le SGAR

Ressources & Territoires a animé une table ronde consacrée à la présentation de bonnes pratiques, d'expériences innovantes et d'initiatives développées sur différents territoires.

90 participant·e·s

Quels leviers pour l'insertion socio-professionnelle des femmes dans les QPV ? Une approche de la situation des femmes immigrées

Journée du 17 octobre organisée par la DRDFE et la DRJSCS, avec le soutien technique de Ressources & Territoires, pour le lancement du « plan d'action

territorial concerté » relatif à cette thématique.
Ressources & Territoires a également animé deux ateliers :

- la vie des femmes dans la cité : participation et engagement ;
- aller vers les femmes : une pratique professionnelle pour le recours aux droits.

114 participant·e·s

Journée d'échanges sur le programme de réussite éducative « PRE »

Journée du 17 octobre organisée par la DDCSPP de l'Hérault

La DDCSPP de l'Hérault a sollicité Ressources & Territoires pour préparer et animer une journée d'échanges entre les coordonnateur·rice·s des PRE et les institutions concernées, Éducation nationale, Conseil Départemental, CAF et Préfecture.

Après une introduction de M. Serge FRAYSSE et

Mme Sylvie PIZZO (direction ville et cohésion urbaine DVCU-CGET), les interventions de l'Éducation nationale et du Conseil départemental avaient pour objectif de présenter leur lecture du PRE. La thématique de la journée sur la gouvernance dans les contrats de villes et de la place du droit commun dans le dispositif ont suscité des débats ouverts entre les acteurs.

50 participant·e·s

Agir contre les discriminations dans les QPV. Quelles mobilisations en Nouvelle Aquitaine ?

Journée Régionale du 9 novembre à Bordeaux organisée par le centre ressources (PQNA) avec le soutien du Conseil Régional et de de l'état.

Ressources & Territoires a témoigné de la démarche réalisée sur Auch dans le cadre du Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations.

40 participant·e·s

PROFESSIONNALISATION

L'offre de formation de Ressources & Territoires se construit de manière pragmatique, au fil des jours, en fonction des besoins exprimés par les professionnels ainsi qu'à partir de l'actualité et de l'évolution des politiques publiques. Elle vise à apporter des réponses concrètes et immédiates aux professionnels et se décline selon différentes modalités.

Les conférences-ateliers

Chaque conférence fait l'objet d'une production d'actes, les « Conf'At' », disponibles en version papier (consultation à l'espace documentaire), en version numérique et téléchargeables sur le site Internet R&T. Les ateliers-débats qui suivent les conférences permettent aux participant-e-s de questionner le-la conférencier-ère sur la thématique et de faire le lien avec les problématiques de leur territoire. Les intervenant-e-s sont tous-tes des expert-e-s reconnu-e-s dans leur champ de compétences.

4 conférences - 229 participant-e-s

« Réalités de la radicalisation » [16 janvier]

Phénomène multiple, à la fois national et international, il mérite d'être abordé sous l'angle religieux, sociologique, anthropologique et aussi psychologique.

Les facteurs de risque de radicalisation en France - Que satisfait la radicalisation chez le jeune ? - Les religions dans le monde d'aujourd'hui et leur impact politique - L'équilibre géopolitique et la question des dieux.

Tobie Nathan, professeur émérite de psychologie à l'université Paris-VIII.

Catherine Grandsard, maîtresse de conférences de Psychologie clinique à l'Université de Paris 8.

« La Discipline Positive : une approche éducative. Ni punitive, ni permissive ! Mais ancrée dans une notion de fermeté et de bienveillance... » [29 mars]

La Discipline Positive, de Jane Nelsen et Lynn Lott, est une approche qui permet le développement des compétences sociales dans un esprit de respect mutuel au sein des écoles, des communautés et des familles. Elle propose à tous les acteurs de la communauté éducative un ensemble d'outils pratiques permettant de développer chez le jeune l'autodiscipline, le sens des responsabilités, le respect mutuel, la confiance en soi, la coopération, l'encouragement et va même au-delà : elle propose un changement de regard sur le lien éducatif qui passe de l'autorité verticale à la coopération.

Agnès Buthaud et **Alix de Salaberry**, formatrices certifiées en Discipline Positive.

« Tous intelligents ? Tous intelligents. Cultiver les intelligences multiples des apprenants. » [27 avril]

En 1983, Howard Gardner publie un ouvrage basé sur plusieurs années de recherche, "Frames of Mind : the Theory of Multiple Intelligence". Il bouscule ainsi la théorie fondée sur le calcul de l'intelligence selon la mesure du Quotient Intellectuel en partant du principe que chacun est doté de plusieurs intelligences, certaines étant plus prédominantes que d'autres... En s'appuyant sur cette théorie, Bruno Hourst a exposé avec un grand sens de la pédagogie que nous sommes tous intelligents, que connaître ces (ses) intelligences permet de mieux apprendre et donc de mieux réussir.

Bruno Hourst,
ingénieur, formateur et enseignant, chercheur en pédagogies nouvelles.

« Pédagogies coopératives. Une autre piste pour raccrocher les apprentissages. » [18 mai]

« Il ne suffit pas d'enseigner pour que les élèves apprennent. Ce qu'apporte la coopération, c'est de permettre la différenciation dans les savoirs scolaires. Quand les élèves apprennent par la coopération par exemple avec un tutorat, les études montrent que celui qui apprend le plus c'est le tuteur, le transmetteur. Dans les deux sens, la coopération sert la transmission. Mais Il ne suffit pas de mettre en place un fonctionnement coopératif pour que tous les élèves travaillent". L'élève qui bénéficie de l'aide est en mesure de poursuivre son travail sans avoir dû attendre que l'enseignant se libère. Celui qui aide développe des stratégies d'ancrage de ses apprentissages. Pour autant, coopérer n'est pas naturel. Il s'agit d'explorer l'hypothèse que cette pratique nécessite une intervention didactique particulière de la part de l'enseignant.

Sylvain Connac,
Maître de conférences en Sciences de l'Éducation (LIRDEF), enseignant chercheur à l'Université Paul Valéry de Montpellier.

Les formations du catalogue

Ouvert à toutes et à tous, ce programme interprofessionnel est ouvert sur un champ très large de thématiques et répond prioritairement aux sujets d'actualités et aux besoins des professionnels.

72,5 jours de formation - 512 participant·e·s

Développement Économique & Emploi	2 actions - 3 jours - 17 personnes formées
Discriminations & Politique d'Égalité	6 actions - 10,5 jours - 79 personnes formées
Éducation & Jeunesse	6 actions - 18 jours - 99 personnes formées
Méthodes & Outils	1 action - 2 jours - 10 personnes formées
Savoirs & Compétences de base	18 actions - 36 jours - 287 personnes formées
Sécurité & Prévention	1 action - 2 jours - 13 personnes formées
Politiques Territoriales	1 action - 1 jour - 7 personnes formées

Les formations hors catalogue, à la demande

Ressources & Territoires conçoit et met en œuvre des formations spécifiques répondant aux problématiques et besoins d'un territoire. Ces formations sont pour la plupart animées par les chargées de mission de Ressources & Territoires ou par un-e intervenant-e extérieur-e pour une thématique particulière. Toutes les actions sont réalisées in situ.

26,5 jours - 234 participant·e·s

Discriminations & Politique d'Égalité	2 actions - 3 jours - 24 personnes formées
Savoirs & Compétences de base	12 actions - 17 jours - 150 personnes formées
Sécurité & Prévention	1 action - 4 jours - 33 personnes formées
Ateliers d'analyse de pratiques professionnelles	1 action - 1,5 jours - 7 personnes formées
Méthodes & Outils	1 action - 1 jour - 20 personnes formées

Interventions spécifiques : facultés et organisme de formation en travail social

Structures	Interventions	Dates	jours	Heures	Étudiants
ERASME	Partenariats et réseaux	22 fév.	1	7	31
IEP	La politique de la ville	Octobre à décembre	10	20	20
ESPE	Partenariats et réseaux	20 nov.	0,5	3	8
	Prévention et politiques publiques	27 nov.	0,5	3	5
	La politique de la ville	4 déc.	0,5	3	9
TOTAL			12,5	36	73

ERASME : centre de formation en travail social

IEP : Institut d'Études Politiques

ESPE : École Supérieure du Professorat et de l'Éducation

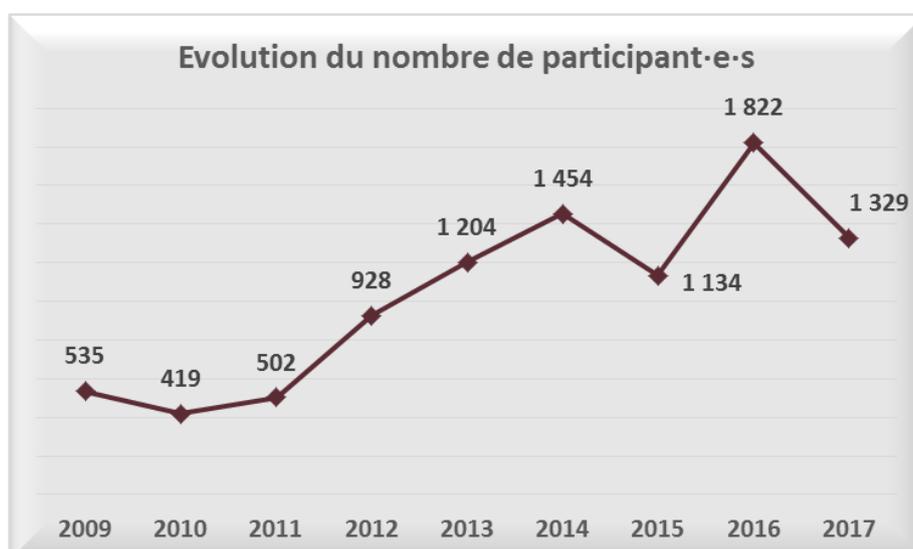
Synthèse des actions de professionnalisation

Type d'actions	Nombre jours	Nombre participants	Heures participants
Conférences	4	229	1 128
Formations catalogue	72,5	512	6 620,5
Formations « à la demande »	26,5	234	1 771
Échanges de pratiques	29	281	1 666
Intervention Facultés et OF travail social	12,5	73	654
TOTAL	144,5	1 329	11 839,5

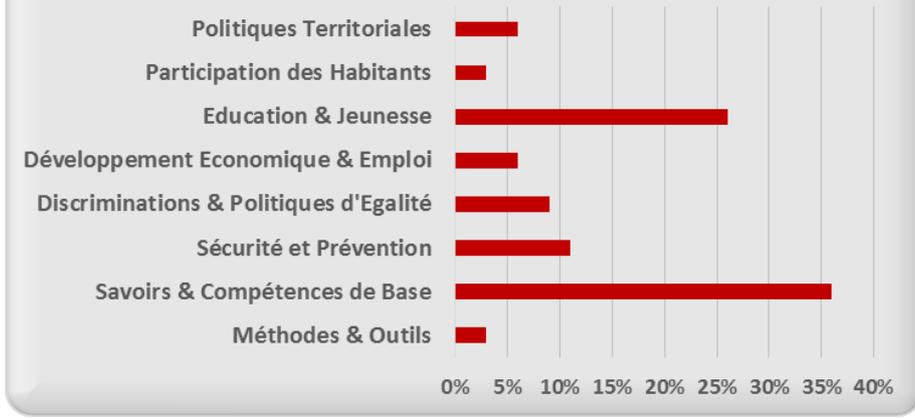


Une légère baisse du nombre de jours due au programme « Valeurs de la République et Laïcité » qui a fortement impacté les chiffres de 2016. 36 jours réalisés contre 6 en 2017.

Une courbe naturellement identique à celle du nombre de jours de formations.

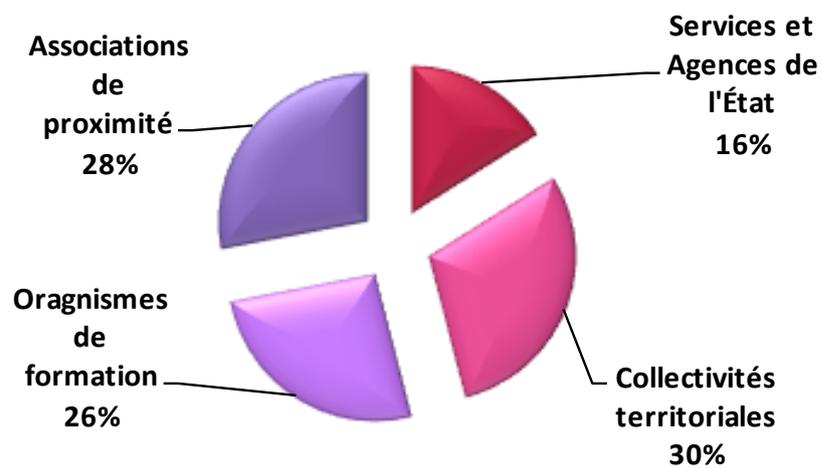


Répartition du nombre de participants par thématiques



L'intérêt pour les différentes thématiques est sensiblement le même qu'en 2016.

Répartition des participants par type de structure



ACCOMPAGNEMENT

La posture de R&T en tant que centre de ressources est d'accompagner une démarche / un projet « de faire avec » plutôt que « de faire à la place de ».

Cette approche méthodologique concerne une diversité d'acteurs : chargés de mission, chefs de projets, responsables de dispositifs, coordonnateurs, directeurs de structures, responsables institutionnels, ...

La démarche de travail se fait dans une relation individuelle ou collective (équipe projet) et repose sur une approche systémique, une attitude constructive, une posture d'authenticité de manière à créer une relation de confiance qui facilitera les échanges, la reformulation des idées et la

production de notes de synthèse.

Au-delà du conseil méthodologique, R&T apporte à travers son analyse et son expérience une aide à la décision politique et stratégique pour la mise en place et le développement d'une démarche vers le « mieux vivre ensemble ».

Les interventions peuvent prendre différentes formes : apport méthodologique, formation – action, conseil, accompagnement à la conduite de projet, analyse stratégique, ... de manière à pouvoir élaborer des réponses adaptées aux besoins spécifiques de chaque territoire.

Les Territoires accompagnés

Grand Auch Cœur de Gascogne

PRE

Conseil Citoyen

PTLCD

Évaluation du contrat de ville

CISPD

Concernant le **PRE**, R&T a suivi la mise en œuvre du dispositif sur le territoire du Garros en accompagnant la nouvelle coordonnatrice du PRE.

R&T a accompagné les membres du **Conseil Citoyen** pour définir leurs besoins en formation. Suite à une première rencontre, deux sujets ont été identifiés comme prioritaire, l'un sur les Valeurs de la République et la laïcité, l'autre sur les échanges interculturels. Cette démarche a permis la mise en place de ces formations qui ont pu se réaliser dans le courant de l'année.

Suite à l'accompagnement pour l'élaboration du Plan Territorial de Lutte contre les Discriminations (**PTLCD**) en 2016, Ressources & Territoires a prolongé cette formation action sur la question des discriminations et la promotion de l'égalité femmes/hommes. Ce travail fait lien avec l'animation du programme, le suivi et la coordination des actions. Il permet d'entretenir et renforcer la dynamique des acteurs sur le sujet.

Évaluation du contrat de ville : dans un premier temps, Ressources & Territoires a présenté le cadre d'intervention proposé par le CGET ainsi que les principes d'une démarche d'évaluation.

Dans un deuxième temps, R&T a animé plusieurs réunions avec le groupe restreint de l'équipe projet. Celles-ci ont permis de définir le projet d'évaluation, la question évaluative utile au territoire ainsi que les critères d'évaluation.

Ressources & Territoires accompagne Grand Auch Cœur de Gascogne dans la structuration de sa politique de prévention de la délinquance et la redynamisation de son Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) depuis plusieurs années.

En 2017, l'expertise de R&T a porté plus particulièrement sur la mise en œuvre des actions inscrites dans le Contrat de Ville en matière de prévention de la délinquance, notamment sur l'élaboration du plan local de prévention et sur le règlement intérieur du CISPD.

Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Évaluation du contrat de ville

Une première rencontre a eu lieu avec les principaux partenaires du contrat de ville. Le premier objectif était de présenter l'approche méthodologique dans une démarche d'évaluation (affirmation des enjeux, conditions de l'évaluation, choix des cibles prioritaires, contraintes, modes d'organisation possibles, ...). Le deuxième temps de travail a permis d'inventorier les principales questions évaluatives qui se posent au regard de la mise en œuvre du plan d'action et de les prioriser.

Grand Rodez Agglomération

Bilan GUSP Baromètre d'ambiance QPV L'insertion professionnelle

L'intervention de Ressources & Territoires se fait en continu depuis 2014. Elle permet aux professionnels concernés et en premier lieu les membres de l'équipe projet du contrat de ville (agglomération + DDCSPP) d'avoir des temps de prise de recul pour analyser la situation, clarifier les objectifs et travailler sur des sujets spécifiques. L'enjeu de cette démarche est d'avoir une vision globale des différents éléments recensés, d'améliorer la qualité de la restitution et d'avoir une lecture dynamique du quartier.

De manière concrète, l'intervention de Ressources & Territoires a porté sur une aide méthodologique et réflexive auprès de l'équipe projet ou des différents professionnels qui la constituent ainsi que sur trois projets distincts :

- un travail spécifique sur la **GUSP** pour donner un cadre méthodologique tout en cherchant à éclairer les zones d'ombre (actions informelles) afin de réaliser un bilan ;
- le projet de « **baromètre d'ambiance** » est issu d'une expérimentation réalisée sur un quartier

de Toulouse avec les bailleurs sociaux. Le principe est de rendre compte de la réalité de la vie sur le quartier et pas seulement des faits qui le pénalise à travers des outils spécifiques de remonté d'informations, centrés sur les incivilités (tags, encombrants, dégradation de biens, conflits de voisinage, ...); alors même que des manifestations régulières (culturelles, loisirs, commerciales, ...) rythment le quotidien des habitants ;

- un dernier volet de travail a porté sur **l'insertion professionnelle des personnes peu ou pas qualifiées ou ne maîtrisant pas la langue française sur le QPV**. Engagé en décembre, ce projet se développera en 2018. Il s'agit dans un premier temps de réaliser une enquête auprès des organismes de formation et des associations de proximité, de manière à repérer précisément les sites d'intervention et les capacités d'accueil, l'offre de service disponible, les besoins des publics concernés ainsi que les freins à l'emploi.

L'élargissement territorial, avec l'entrée de 10 nouvelles communes a conduit la collectivité à repenser sa politique de sécurité et prévention de la délinquance via l'animation du CISPD.

Pour en redéfinir les modalités organisationnelles, il est nécessaire d'identifier préalablement les situations de chaque commune, leurs attentes et leurs besoins.

Ressources & Territoires à animé des débats avec les élus des différents territoires (rencontres par secteur géographique) afin d'identifier les enjeux communs à tous.

Les débats ont été conduits à partir des questions suivantes :

- les faits observés ;
- les problématiques rencontrées ;
- les outils d'observation et d'analyse ;
- les actions, les acteurs (vie associative consumériste ou qualitative) ;
- les moyens humains (animateurs, médiateurs, PM...) et rôle des élus ;
- l'engagement citoyen (voisins vigilants...) ;
- les collaborations interco-agglo ;
- la connaissance des partenaires, réseau d'acteurs, instance d'échange d'information... ;
- les attentes sur le rôle de l'EPCI et les besoins (formations, sujets : laïcité, radicalisation, politique éducative...).

La ville de Lavelanet (Ariège) s'est fortement engagée dans une réflexion globale sur son développement pour sortir de la désindustrialisation et renforcer son attractivité. Des actions spécifiques sont en cours concernant la rénovation de l'habitat, la requalification paysagère, la mise en valeur du patrimoine urbain, l'amélioration des fonctionnalités du centre bourg. Un projet « *territoire à énergie positive pour la croissance verte* » lui permet également d'approfondir cette transition urbaine. Ce projet de contrat de territoire doit permettre de fédérer les différents projets et de les compléter par un volet social et économique afin d'avoir une réelle vision d'ensemble.

Engagé au début du second semestre 2016, ce contrat de territoire a été signé par l'ensemble des partenaires à la fin du premier trimestre 2017.

Cette formation-action a porté sur :

- la connaissance des différents acteurs et de leurs enjeux ;
- la construction d'un cadre collectif d'intervention favorable à l'action stratégique des acteurs ;
- la recherche des articulations entre les différents projets ;
- l'adaptation du système de gestion et de pilotage ;
- le développement des partenariats et du travail en réseau ;
- l'appropriation d'un cadre méthodologique dédié et d'une ingénierie adaptée ;
- l'inscription du projet dans la durée qui dépasse les délais d'exécution des programmes liés aux politiques publiques.

Un atelier d'analyse systémique sur la relation parent-école (15 participant·e·s)

Cette démarche de travail engagée en 2016 a consisté à analyser avec les participant·e·s tous les éléments à prendre en compte dans la relation parent-école, que ce soit en terme d'organisation des espaces de rencontre, de fonctionnement, de communication ou de représentations et de stéréotypes de manière à pouvoir dégager des pistes de travail. Une restitution a été faite en 2017 en proposant un mode de catégorisation des problématiques identifiées ainsi que des pistes de développement d'actions.

Un atelier d'analyse de pratiques professionnelles (groupe restreint de 7 professionnel·le·s)

Cette démarche d'atelier d'analyse de pratiques professionnelles a des fins formatives. Elle vise à comprendre un processus d'action afin de pouvoir l'améliorer. Elle permet de s'interroger sur la manière dont on agit, le « comment on fait », en croisant les regards au-delà de la posture professionnelle. Elle est centrée sur la recherche ou la construction du sens et l'amélioration des techniques professionnelles. Au-delà de l'aspect formatif de cet atelier, celui-ci concerne avant tout les membres du « réseau parentalité ». Il s'inscrit donc comme un outil de mobilisation partenariale en favorisant les rapprochements et l'interconnaissance au profit du projet de cohésion sociale du territoire.

Les chefs de projet et les délégués du préfet souhaitent harmoniser les objectifs des ateliers linguistiques, améliorer la connaissance au niveau territorial des initiatives et des acteur·rice·s intervenant sur l'apprentissage de la langue et des savoirs de base.

Pour cela Ressources & Territoires a élaboré, dans une démarche d'accompagnement des acteurs concernés, une **plateforme numérique*** « Où apprendre le français à Toulouse » spécifique aux quartiers nord et réalisé un **guide des actions d'apprentissage du français**, pour le quartier Grand Mirail.

Cette démarche a permis également de repérer les freins du territoire et d'échanger sur les pistes et les solutions à apporter. Elle vise à améliorer la coordination des actions de manière à :

- articuler l'offre et la demande en termes de cours de Français pour les publics migrants. Il sera ainsi possible d'identifier les projets individuels et orienter les personnes vers l'offre qui correspond à leurs besoins sur le territoire ;
- répondre aux besoins importants du territoire en matière d'apprentissage de la langue française ;
- apporter aux habitants des territoires concernés des réponses pédagogiques adaptées aux différents profils des apprenants, valorisant les acquis des personnes et favorisant leur implication dans des parcours de formation adaptés à leurs projets de vie.

* <http://www.ressources-territoires.com/dossiers-thema.php>

Communauté d'agglomération de Castres-Mazamet

Plateforme Savoirs de Base

Ressources & Territoires participe en tant qu'expert à la plateforme locale animée par la Cheffe de Projet du contrat de ville. Cette plateforme regroupe les principaux acteurs intervenant dans le champ des apprentissages linguistiques. Elle a pour objectif de coordonner et développer les actions spécifiques.

Foix et Cahors

Conseil Citoyen

Les conseils citoyens ont sollicité Ressources & Territoires pour les aider à déterminer leurs besoins de formations.

L'objectif était de faire ressortir les différents sujets sur lesquels ils peuvent compléter leurs connaissances afin de mieux répondre aux enjeux posés par les actions mises en place dans les contrats de ville et être force de propositions. R&T a ensuite formalisé leur demande et a proposé des intervenants pouvant répondre à leur besoin.

Moissac

Programme de Réussite Éducative

Ville nouvellement entrante en politique de la ville, Moissac a mis en place un PRE en 2017.

Ressources & Territoires assure le suivi du dispositif depuis sa création, en accompagnant la coordonnatrice au plus près de ses demandes. Celles-ci pouvant être d'ordres stratégiques ou liées à l'analyse du fonctionnement du dispositif et des partenariats ou encore liées à la prise de poste.

Les acteurs accompagnés

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité & DRJSCS

L'insertion professionnelle des femmes immigrées dans les QPV

« Dans les quartiers prioritaires, le taux de chômage des femmes est plus de deux fois plus élevé qu'ailleurs. Par ailleurs, à peine plus d'une femme sur deux est active, ce qui s'explique probablement par leur retrait du marché du travail. » (Source CGET 2015)

Ressources & Territoires a accompagné en 2016 l'équipe projet (DRDFE, DDDFE et DRJSCS) dans une démarche d'appui méthodologique pour le développement d'un projet concernant « l'insertion professionnelle des femmes immigrées dans les QPV de Toulouse ».

En 2017, l'accompagnement a évolué sur l'élaboration d'un « plan d'action territorial concerté » sur le territoire de Toulouse Métropole, le quartier de la Reynerie ayant été choisi en particulier par les partenaires.

Ce plan d'action est structuré autour de 3 enjeux majeurs :

- une action publique plus efficiente ;
- la définition d'une stratégie concertée pour favoriser l'accès à l'emploi ;
- l'accès des femmes immigrées des QPV à des emplois de qualité et stables.

L'Office est fortement engagé dans une culture du dialogue et dans la dynamique générale de la politique de la ville. Ce projet cible le quartier prioritaire des « 4 saisons » où l'habitat se compose à plus de 90 % de logements sociaux.

Ce projet de « locataires relais » s'inscrit dans une démarche qualité (amélioration de l'offre de services), se rattache à l'engagement du Contrat de Ville (renforcer le lien social pour une plus grande proximité avec les habitants). Il complète la GUP (qui a des finalités plus curatives) et repose sur le principe de prévention et la recherche de l'amélioration du cadre de vie.

Ressources & Territoires est intervenu auprès d'un groupe de travail constitué de responsables de l'office et de représentants des associations de locataires pour animer les échanges et donner un cadre méthodologique structurant (Identifier les limites et les zones de risques, préciser le rôle des uns et des autres, définir les différentes étapes du projet, élaborer une charte du « locataire relais », définir les modalités de fonctionnement, de suivi et de communication, ...).

Les entretiens-conseils concernent soit directement des professionnels soit des structures. Ils ont lieu le plus souvent dans les locaux de R&T mais se déroulent également lorsque c'est nécessaire in situ.

La démarche de conseil porte principalement sur l'ingénierie pédagogique et l'ingénierie de formation au regard des nombreuses demandes des professionnels de la formation. Elles concernent également de manière plus marginale tout ce qui peut être lié à la conduite de projet qu'il s'agisse de méthodologie générale ou d'analyse de situations particulières.

144 heures d'entretiens-conseils ont été réalisées en 2017.

Les entretiens-conseils concernent également le **Numéro Vert « Illettrisme Info Service » : 0800 11 10 35**, portés par l'ANLCI.

Ce numéro est destiné à toutes personnes cherchant de l'aide, des informations, des conseils sur l'illettrisme, qu'elles soient professionnelles ou personnes concernées.

Les appels sont gratuits et redirigés vers un Centre Ressources Illettrisme correspondant au territoire de l'appelant afin d'apporter une réponse au plus proche des personnes.

CAPITALISATION & DIFFUSION

Depuis l'été 2016, l'espace documentaire est mutualisé avec le centre de documentation de l'école de formation en travail social ERASME. Les usagers de Ressources & Territoires et réciproquement ceux de l'école bénéficient d'un double accès aux ressources documentaires. Le champ de l'intervention sociale s'est donc largement étoffé contribuant ainsi à nourrir la pratique des acteurs de terrain concernés.



La gestion & l'animation des Ressources

De nombreux documents « physiques » constituent le fonds documentaire et sont tous empruntables sur demande. La majorité des supports – ouvrages, rapports, outils pédagogiques, ... – sont référencés dans une base documentaire interrogeable en ligne et à distance : COSOTer. Une politique d'enrichissement du fonds et de la base est effective et se renouvelle chaque année.

Thématiques du fonds

- Apprentissage des savoirs de base et de la langue française
- Éducation et Réussite éducative
- Sécurité et prévention de la délinquance ; radicalisation
- Santé
- Habitat et cadre de vie
- Emploi et insertion
- Égalité femmes / hommes
- Lutte contre les discriminations

En 2017, ont particulièrement été étoffés les thèmes de la laïcité, des valeurs de la République, de la prévention de la délinquance et de la radicalisation, de la jeunesse et du décrochage scolaire.

Sur ce dernier thème « prévention du décrochage scolaire », ont été sélectionnés des ouvrages de référence et outils sur la discipline positive et la coopération en lien avec notre cycle de formation. Par ailleurs, des outils d'éducation à la santé (réseaux sociaux, drogues) sont venus compléter le fonds.

Une centaine de documents ont enrichi le fonds documentaire en 2017.

Quelques illustrations ...



La base Ressources COSOTer, une mutualisation nationale



* Villes au Carré pour la région Centre, Pays et Quartiers de Nouvelle Aquitaine pour la région Nouvelle Aquitaine, Ressources & Territoires et Villes et Territoires pour la région Occitanie, CRPV PACA pour la région PACA, CR•DSU pour la région Auvergne Rhône Alpes, RésoVilles pour les régions Bretagne et Pays de la Loire, Pôle 95 pour le Val d'Osse, Profession Banlieue pour la Seine St Denis.

Depuis plusieurs années, R&T coopère au niveau national avec le Réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville* pour assurer le fonctionnement et le développement de cette base documentaire en ligne. Elle permet de valoriser les ressources documentaires de chaque centre tout en constituant une base ressources thématiques.

26 717 références de documents, tous supports confondus – ouvrages, rapports, supports pédagogiques, etc. / document papier et/ou document électronique.

L'accueil, l'accompagnement et le conseil

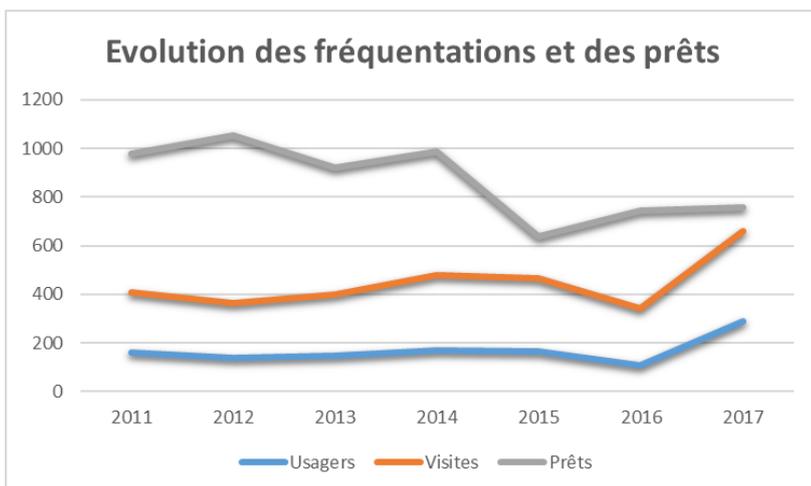
L'espace documentaire de R&T est un lieu d'accueil pour tout public. Sont assurées des permanences du mardi au vendredi pour tout individu ou groupe souhaitant travailler in situ.

Horaires d'accueil

- du mardi au jeudi : 9h00-13h00 / 14h00-17h00.
- vendredi : 9h00-13h00 / 14h00-16h00.

En 2017, 662 visites ont été enregistrées pour un total de 291 personnes, 153 structures dont 20 en accueil de groupes.

Tout 1^{er} accueil s'effectue, en principe, sur rendez-vous. Il requiert généralement une vingtaine de minutes par personne et une demi-heure ou trois quart d'heure par groupe : présentation de la structure, du programme de formation, du Service d'Information et de Documentation, des ressources, réponses aux questions. Ce 1^{er} accueil engendre la plupart du temps d'autres rendez-vous qui prennent alors la forme d'entretiens, d'accompagnement-conseil sur les ressources, menés conjointement par l'ensemble de l'équipe : chargée infodoc, chargée de formation, chargées de mission et responsables.



Nous constatons une augmentation générale des fréquentations en lien avec deux facteurs : l'emplacement géographique de la salle de formation directement en face du centre de documentation ; cela a eu pour effet de considérablement augmenter les visites pour R&T.

La « veille » une activité de fond et une démarche de coopération

La veille est une démarche coopérative de travail qui vise à valoriser des informations/actions thématiques et/ou territoriales intéressants les acteurs.

En tant qu'activité de fond, cette pratique s'effectue en continu par l'ensemble de l'équipe R&T, mais aussi par les différents collaborateurs et par les membres du réseau national des centres de ressources « Politique de la Ville ». Elle contribue à la connaissance et professionnalisation des acteurs du territoire.

La démarche « veille » participe de fait à l'alimentation des outils de diffusion de l'information – site, blog, S-Q/R (Service Question/Réponse) et donne lieu à des productions, tels les dossiers R&T ou les dossiers ressources, en ligne.

Une diffusion sélective de l'information (DSI)

La DSI ou service d'alerte sélective s'opère en fonction de l'actualité, du programme de formation et conférences et de l'acquisition des ressources. Elle s'adresse aux acteurs : partenaires, adhérents et usagers du GIP R&T et de manière privilégiée aux réseaux d'acteurs animés par R&T.

Dans ce cadre, **11 bulletins d'informations « Flash Info » ont été produits** et diffusés aux réseaux et aux abonnés. Ces bulletins d'informations sont également disponibles sur le site Web.

Le panorama de presse

Toute l'actualité est sélectionnée en continu par les 20 centres de ressources politique de la ville pour informer rapidement les acteurs sur les politiques territoriales de cohésion urbaine et sociale, en métropole et outre-mer.

Presse écrite, audio et vidéo, les informations relayées sont de portée nationale : expression de journalistes, chercheurs, observateurs, politiques, témoignages d'acteurs... elles contiennent des éléments de synthèse sur l'actualité et des analyses pour comprendre les débats qui traversent le champ des politiques publiques.

Accéder au panorama de presse : www.scoop.it/actu-politiquedelaville



Le site Internet



Le site internet représente le point d'entrée unique d'accès à toute action/production de R&T.

Il s'est enrichi, au fur et à mesure des années, d'entrées nouvelles : rubriques appels d'offres d'intervention, appels à projet, offres d'emploi, panorama de presse, ...

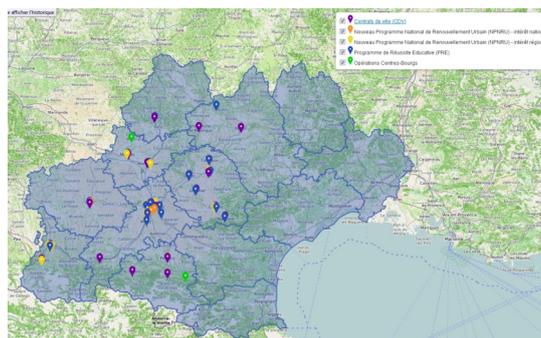
En 2017, le site s'est enrichi de dossiers thématiques offrant un accès à une nouvelle plateforme numérique collaborative.

En outre, il ouvre sur des rubriques plus spécifiques en termes de contenus telles que :

La Cartographie Régionale des Contrats de Ville

Cette carte localise les communes en politique de la ville, les Programmes de Réussite Éducative (PRE) - et les Nouveaux Programmes Nationaux de Renouvellement Urbain (NPNRU) -, en lien avec les Contrats de Ville (fiches synthétiques et Contrats de Ville - CDV -).

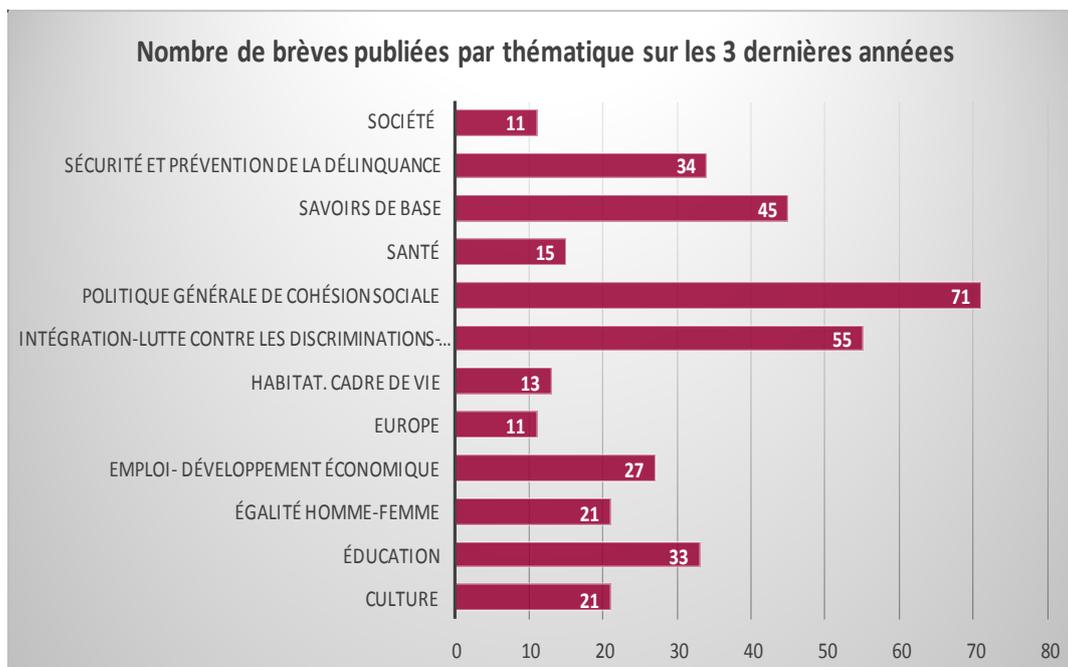
Il est possible de consulter aussi le tableau récapitulatif de l'ensemble des contrats de ville et dispositifs territoriaux pour une vue d'ensemble et télécharger les Contrats de ville.



L'actualité des Territoires – Le Blog

Cette rubrique sert de relais sur l'information régionale locale en lien avec les différents thèmes de Ressources & Territoires, comme : Politique générale de Cohésion sociale, accès aux Savoirs de Base, Habitat –Cadre de vie, GUP - Gestion urbaine de proximité, PUI - Programme Urbain Intégré, Éducation / Réussite Éducative, Santé / ASV, Atelier Santé Ville, Emploi / Développement économique, ZFU - Zone Franche Urbaine, Intégration-Lutte contre les Discriminations-Citoyenneté, Égalité Homme-Femme, Prévention de la Délinquance et Sécurité / Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, Europe, Société, Culture.

En 2017, une centaine de brèves d'informations des territoires relatives aux champs de la Cohésion Sociale Territoriale ont été relayées.



LES PRODUCTIONS

R&T réalise plusieurs types de productions, certaines sont des publications, telles les fichexpériences, d'autres ne sont accessibles qu'au format numérique comme les dossiers Théma, d'autres encore sont diffusées et au format papier et au format numérique, comme les dossiers R&T.

Les Conf'At : 6 actes de conférences réalisés

Pédagogies coopératives. Une autre piste pour raccrocher les apprentissages

La coopération, une pratique pédagogique naturelle ?
Quelle(s) intervention(s) didactique(s) de la part de l'enseignant pour organiser cette coopération ?

Compte rendu n°24 de la conférence du 18 mai 2017

Avec l'intervention de Sylvain CONNAC

Tous intelligents ?? Tous intelligents !

Cultiver les intelligences multiples des apprenants.

Apprendre autrement ou comment solliciter nos différentes intelligences.

Compte rendu n°23 de la conférence du 27 avril 2017

Avec l'intervention de Bruno HOURST

La Discipline Positive : une approche éducative centrée sur l'encouragement

Comment mettre l'encouragement au cœur des apprentissages socio-émotionnels ?

Compte rendu n°22 de la conférence du 29 mars 2017

Avec les interventions d'Agnès BUTHAUD et Alix de SALABERRY.

Du décrochage à la réussite scolaire : état ou processus ?

Réussite scolaire ou réussite éducative ?

Réussite scolaire ou éducative : un soutien et une mobilisation nécessaires...

Compte rendu n°21 de la conférence du 17 novembre 2016

Avec l'intervention de Patrick RAYOU

Orientation / Décrochage... Et si on parlait plutôt persévérance et développement du pouvoir d'agir ?

De l'engagement à la persévérance ou comment accompagner le développement de l'autonomie de la motivation

Compte rendu n°20 de la conférence du 4 octobre 2016

Avec l'intervention d'André CHAUVET

Voyager pour apprendre : comment le mouvement et l'espace ont un effet sur l'apprentissage ?

Espaces inspirants et déplacements surprenants...

Compte rendu n°19 du Forum pédagogique du 1^{er} juillet 2016



Les Dossiers R&T

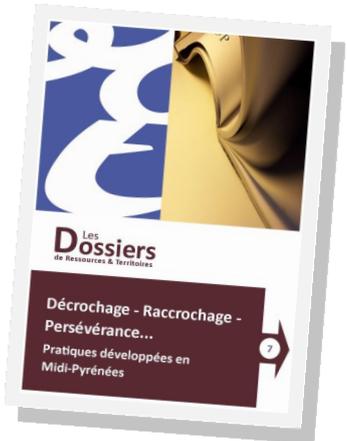
Un 7^{ème} dossier consacré au décrochage réalisé

Le projet « Réduction et prévention du décrochage scolaire en Midi-Pyrénées » (co-financement FSE) a proposé 6 rencontres de professionnels* autour de la question des dynamiques et des organisations territoriales facilitant la réduction du décrochage scolaire.

Ce dossier a été réalisé à partir des échanges lors de ces rencontres sur les thématiques suivantes :

- Jeunes : quels parcours, quels accompagnements ?
- L'orientation professionnelle des jeunes
- Les publics allophones
- La place de la famille
- Partenariat et réseaux : répertoire des acteurs et des actions

* Éducation Nationale - MLDS - CRIJ Toulouse - AFEV - CFPPA - PJJ - EPIDE - GIP CUCSA - AMISS - Fondation FACE - Mission locale Toulouse - Collège Toulouse - CIO Montauban - CIO Muret - Maison de l'Emploi Blagnac - CASNAV



Une 12^{ème} Fiche d'expérience

Une démarche dac(crochage)

Fichexpérence n°12, Juillet 2017.

Initié suite à plusieurs épisodes de violences perpétrés au sein d'un lycée toulousain, le dispositif vise le retour au calme et à la sérénité. Très vite, la communauté éducative a profité de cette « remise à plat » pour en faire un outil de suivi et d'accompagnement scolaire au long cours.

Retrouver la "paix scolaire"

En 2007, le « Lycée Professionnel Le Mirail » a connu des troubles sérieux : le CPE et plusieurs professeurs ont été pris à parti (parfois physiquement) par des élèves et/ou des individus extérieurs. Une situation qui, à l'époque, a conduit le corps enseignant à faire usage de son droit de retrait et à engager une médiation avec le Rectorat. C'est suite à ces discussions - étayées par un diagnostic partagé - que plusieurs orientations ont alors été mises sur la table. Trois d'entre elles régissent encore aujourd'hui la vie de l'établissement.



Les « Dossiers Théma » et les plateformes collaboratives

Ces dossiers ont pour objectif de présenter un sujet d'actualité, d'alimenter les acteurs en ressources de manière continue sur un laps de temps prédéterminé à l'avance et enfin d'offrir un espace privé aux acteurs souhaitant l'utiliser pour échanger des pratiques. Ils peuvent être utilisés comme un support à l'animation de réseaux.

Ces dossiers ressources sont des dossiers thématiques électroniques.

3 nouveaux dossiers

- L'insertion socio-professionnelle des femmes immigrées dans les QPV
- La réussite éducative - Réseau des coordonnateur-ric-e-s PRE Occitanie
- Où apprendre le français à Toulouse ?

15 autres dossiers thématiques sont mis à jour régulièrement

- Le jeu en formation d'adultes
- Vie associative et participation des habitants
- Apprentissage et TSA - Troubles Spécifiques du Langage
- Valeurs de la République et laïcité
- Savoirs en situation professionnelle
- Apprentissage de la langue - Le français sur objectif spécifique - Le français à visée professionnelle
- Les compensations financières de l'État dans les quartiers prioritaires
- La prévention de la radicalisation
- La prévention de la délinquance
- L'Égalité professionnelle femmes/hommes
- Une réforme pour la ville, la cohésion et la solidarité
- Du décrochage scolaire au rattrapage
- De l'illettrisme aux Compétences Clés
- Accueil des étrangers - Enseignement et apprentissage de la langue française

Le projet « Doc-en-stock » - Une plateforme de ressources nationale

Ce projet est réalisé et coordonné par 3 centres ressources originaires de trois régions, à savoir les CRI PACA, CRI Auvergne et Ressources & Territoires, avec l'appui du RNPCRIA (Réseau national des professionnels des centres ressources illettrisme et analphabétisme).

Il vise la réalisation d'une plateforme numérique de ressources pour des intervenants débutant dans l'apprentissage du français auprès de migrants. <http://docenstockfrance.org/>

L'objectif de ce projet n'est pas seulement de produire une base de ressources en ligne, mais également de participer à la qualification des acteurs

via la co-construction de cette plateforme, à l'animation territoriale.

Le site a été élaboré à partir des pratiques de formateurs et conseillers pédagogiques qui se sont réunis dans les trois régions pour produire un premier outillage pédagogique en partant des questions que se posent le plus souvent les intervenants.

Il propose une présentation des manières de faire, des vidéos sur la thématique et des outils repères, souvent incontournables. Cette plateforme a pour objectif de s'enrichir au fil du temps et son développement est prévu en 2018.

Dans le cadre du renouvellement de sa charte intercommunale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, la Communauté d'Agglomération du Sicoval place la prévention jeunesse comme l'une de ses priorités pour les années à venir.

Avant de définir son programme d'action, le Sicoval a souhaité établir un diagnostic, afin de recenser les principales problématiques, les réponses existantes et les attentes des acteurs du territoire. En croisant les regards des divers partenaires de la prévention, cette démarche visait à constituer un socle de connaissances partagées, afin de renforcer la culture commune des acteurs du territoire et participer à les fédérer autour d'un projet de prévention partagé.

Sur le plan stratégique, ce diagnostic visait à :

- impulser des actions de prévention adaptées aux problématiques locales ;
- guider les acteurs en favorisant une action cohérente ;
- favoriser les réponses partenariales en élaborant collectivement des actions de prévention.

Sur le plan opérationnel, cette démarche a permis de :

- recenser et objectiver les problèmes de délinquance des jeunes, conduites à risques, incivilités et divers troubles à la tranquillité publique ;
- recueillir les constats et attentes des acteurs clés ;
- analyser les principales réponses déployées sur le territoire et en dégager les atouts et les faiblesses ;
- identifier les enjeux ;
- définir les orientations stratégiques et les axes d'intervention.

La première phase, de novembre à décembre 2016, a permis de dégager les axes majeurs du diagnostic : atouts et points de vigilance, au niveau des problématiques comme des réponses déployées, en matière de conduites à risques, incivilités, troubles à la tranquillité publique, délinquance des jeunes, etc.

Cette première phase visait à dégager les grandes lignes de force, qui ont structuré les groupes de travail de la deuxième phase (1^{er} semestre 2017). Ces derniers ont permis d'affiner le diagnostic, de définir les enjeux, les orientations stratégiques et les axes d'intervention.

Les Groupes d'Analyse Partagée de la deuxième phase ont permis d'impliquer davantage les partenaires dans l'analyse et dans la construction des réponses. Quatre rencontres ont eu lieu de février à fin mars 2017, réunissant entre 19 et 24 acteurs et diverses institutions. Parallèlement, deux temps d'échanges ont été organisés avec les communes du Sicoval.

Sur l'ensemble de la démarche, 74 acteurs ont ainsi été rencontrés dans le cadre d'entretiens individuels ou collectifs. 2 rencontres inter-communes et 4 groupes d'analyses partagées ont été organisés, ce qui a permis de mobiliser plus de 100 acteurs et plus de 30 institutions.

Près de 35 000 apprentis suivent dans les CFA d'Occitanie 1 700 formations allant du CAP au diplôme d'ingénieur. Parmi ceux-ci, 15 458 suivent des formations de niveau CAP et 519 sont scolarisés dans les sections DIMA (dispositif d'initiation aux métiers de l'apprentissage).

L'apprentissage constitue un réel tremplin professionnel et social pour les jeunes ; il est donc nécessaire de valoriser cette orientation et de répondre aux besoins de certains apprentis pour lesquels les compétences de base constituent un obstacle pour l'obtention du diplôme et leur insertion professionnelle.

Dans un environnement économique en constante évolution, face à un monde du travail de plus en

plus exigeant où les situations professionnelles (communication au sein de l'entreprise, respect des consignes, contraintes liées à la sécurité) imposent aujourd'hui une maîtrise du lire, écrire, compter, l'accès des apprentis en situation d'illettrisme à l'autonomie professionnelle se trouve compromis.

Cette étude a eu lieu de juin à novembre. Elle a été réalisée sur un échantillon de 106 CFA, se répartissant de manière inégale sur le territoire, selon les départements.

Elle doit permettre d'adapter les réponses formatives des CFA aux freins rencontrés par les jeunes apprentis en situation d'illettrisme et/ou des jeunes allophones en situation d'apprentissage du français (FLE).

La démarche de travail a permis de :

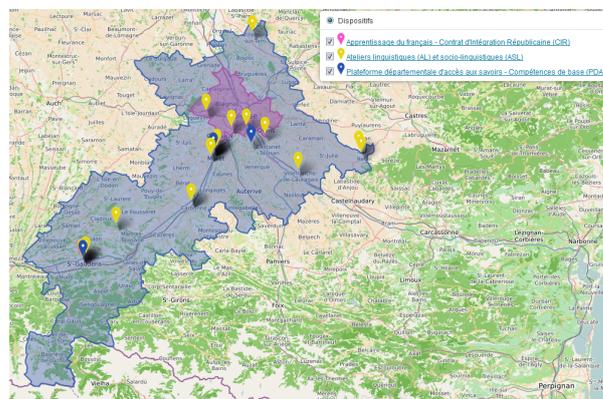
- réaliser un état des lieux qui prenne en compte le cadre spécifique de la formation par alternance ;
- cartographier les problématiques illettrisme rencontrées par les jeunes qui sont un frein aux apprentissages et à l'accès au diplôme ;
- repérer les besoins des équipes pédagogiques quant à leur niveau d'appréhension des problématiques illettrisme en vue de leur professionnalisation ;
- repérer les initiatives déjà en place pour endiguer les difficultés rencontrées en vue d'une mutualisation inter CFA ;
- préconiser des pistes d'actions concrètes à mettre en œuvre pour 2018 en tenant compte du cadre de l'alternance spécifique à ce mode de formation.

OBSERVATION DES TERRITOIRES

Recensement des structures d'apprentissage de la langue française

Cette démarche vise à améliorer la connaissance de l'offre de droit commun et favoriser la création de passerelles avec l'offre régionale de formation professionnelle ; mettre en lien les acteurs en charge de la formation savoirs de base avec les acteurs du territoire.

Résultat : un annuaire départemental de l'offre de formation de proximité harmonisé au niveau des 8 départements et mis en ligne sur le site de R&T.



Tableaux de bord et cartographies de la délinquance

R&T élabore mensuellement et annuellement des tableaux de bord et des outils cartographiques, à partir des données produites par les unités de gendarmerie et les services de police, principalement par le Groupement de Gendarmerie de Haute-Garonne et la Direction départementale de sécurité publique de Haute-Garonne.

Ces tableaux de bord reposent sur un exposé sélectif des données fournies par l'État 4001, instrument statistique commun aux services de police et de gendarmerie. Cette nomenclature administrative rend compte de la criminalité apparente, dans le sens où elle est établie à partir des faits dénoncés par les victimes (dépôt de plainte) et des constatations réalisées d'initiative par les services de police et unités de gendarmerie. Y sont ainsi enregistrés tous les faits constatés par procès-verbal, transmis au Parquet. Seuls les changements de législation ou de réglementation, l'évolution des systèmes d'information ou des modes de recueil peuvent donc venir entacher la continuité méthodologique de cet instrument de mesure.

Au total, sur l'ensemble des partenariats existants en termes d'observation de la délinquance en 2017, R&T a réalisé et diffusé 640 tableaux de bord, ainsi que des notes d'analyse agrémentées d'outils cartographiques et de matrices sérielles.

L'Observatoire de la délinquance donne une visibilité à des données habituellement peu accessibles aux collectivités, tant en termes de transmission de la part des forces de sécurité, que de lecture rendue complexe par la technicité des données et le volume des index utilisés (plus d'une centaine). Cette activité participe ainsi à la mise en œuvre d'une meilleure observation des territoires, aussi bien de la part des acteur·rice·s étatiques que de la part des élu·e·s et technicien·ne·s des collectivités territoriales, destinataires de ces outils d'analyse.

De plus, tout au long de l'année, l'Observatoire de la délinquance est régulièrement sollicité dans la transmission ou la production d'**éléments complémentaires d'observation et d'analyse** par les acteurs de Toulouse Métropole, et de certaines communes membres du SICOVAL (sur des périodes de temps spécifiques, sur d'autres indicateurs, etc.).

Pour ne pas mettre un terme à une continuité statistique existante depuis sa création, l'Observatoire n'a que peu fait évoluer ses tableaux de bord et leurs modalités d'élaboration et de diffusion. Cependant, afin de proposer des outils d'observation en adéquation avec les attentes et les besoins des acteurs locaux, diverses modifications sont en cours de réflexion.

Ressources & Territoires, en fonction des demandes, réalise des :

- **rapports annuels**
- **tableaux de bord mensuels**
- **tableaux de bord annuels**
- **cartographies et matrices de classement des territoires**
- **synthèses**

Collectivités :

- Toulouse Métropole (37 communes)
- Ville de Toulouse (60 quartiers)
- Ville de Toulouse et Préfecture de la Haute-Garonne avec une focale sur 8 quartiers prioritaires. Sont également intégrées dans ces tableaux de bord les données « violences urbaines » de la Police Nationale et des données produites par Tisséo (transports).
- Ramonville-Saint-Agne, Labège et Escalquens.

Une restitution orale a été effectuée auprès des agent·e·s et élu·e·s de Toulouse Métropole et des communes membres le 17 mai 2017, avec la participation de la DDSP31 et du GGD31 : présentation de la méthode de travail et des grandes tendances 2016 en matière de délinquance à l'échelle de la Métropole.

55 personnes présentes – 35 élu·e·s et 20 technicien·ne·s.

24 indicateurs retenus qui concernent les faits de délinquance

Total des faits constatés

Taux de criminalité

Atteintes aux personnes

Coups et blessures volontaires criminels et correctionnels n'ayant pas entraîné la mort

Menaces ou chantages

Vols

Vols à main armée avec arme à feu

Vols avec violence sans arme

Vols à la tire

Vols à l'étalage

Vols simples

Cambriolages

Cambriolages de résidences principales et secondaires

Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers

Cambriolages d'autres lieux

Vols avec entrée par ruse en tous lieux

Délinquance liée à l'automobile

Vols d'automobiles

Vols de 2 roues

Vols à la roulotte et d'accessoires

Destructions et dégradations de véhicules privés

Autres infractions

Infractions à la législation sur les stupéfiants

Incendies volontaires de biens publics et privés

Destructions et dégradations de biens publics et privés

Atteintes à l'autorité

Sécurité routière

Nombre d'accidents

Nombre de tués

Nombre de blessés



**Centre de ressources
POUR LES ACTEURS DE LA COHESION SOCIALE**

134 route d'Espagne - BP 53566 - 31035 Toulouse Cedex 1
tel. 05 62 11 38 34

accueil@ressources-territoires.com

www.ressources-territoires.com